

«Anticyclique et volontariste»

Il n'y pas de notes discordantes, la Chambre de commerce approuve et appuie le projet de budget 2009. Et elle applaudit la volonté du gouvernement de préserver une politique d'investissement en ces temps moroses pour l'économie. Aux yeux de la Chambre de commerce le projet de budget 2009 serait un moyen approprié pour permettre au pays de surmonter un cap difficile. Alors que d'aucuns auraient pu plaider pour une approche prudente, l'institution observe avec satisfaction que le gouvernement prévoit de maintenir un budget anticyclique pour contrer la crise.

■ «L'approche préconisée par le budget était déjà quelque peu osée alors que le gouvernement partait d'une croissance de 3 % pour 2009. Désormais ce l'est d'autant plus puisque les perspectives de croissance ont été revues à la baisse», a noté hier Pierre Gramigna, directeur de la Chambre de commerce. Mais il ne faut pas voir en ces termes une quelconque critique. Bien au contraire, la Chambre de commerce est sur la même longueur d'onde que le gouvernement lorsqu'il s'agit de contrer la crise.

«Les perturbations financières, le rationnement du crédit et la perte de confiance ont induit un brusque ralentissement économique», analyse la Chambre de



Face aux défis résultant de la crise, le gouvernement a décidé de prendre le taureau par les cornes et de maintenir une politique d'investissements dans le budget 2009. Une décision approuvée par la Chambre de commerce (Photo: Reuters)

commerce. Pourtant la situation ne serait pas désespérée car le pays disposerait de quelques atouts. Les fondements de l'économie sont sains, le Luxembourg a connu au fil de ces dernières années une croissance soutenue et la dette publique est parmi les plus faibles d'Europe.

Face à la crise le pays a disposé d'une certaine marge de manœuvre, et la Chambre de commerce salue vivement les engagements pris par le gouvernement ces dernières semaines. Désormais, il s'agit d'encourager la relance, et de ne pas freiner les investissements nécessaires. Dans ce sens

les dirigeants et économistes de la Chambre de commerce soutiennent le projet de budget 2009 perçu comme volontariste et anticyclique puisqu'il devrait contribuer à combattre une conjoncture en berne.

«Ce n'est pas l'heure de faire des économies au niveau des dépenses d'investissement», a expliqué Carlo Thelen, économiste de la Chambre de commerce. «Quand l'économie connaît une baisse, il faut investir. Puis, lorsque l'économie connaît un regain on reconstruit des réserves.» Afin de soutenir la relance, il faudra donner

un coup de pouce aux ménages qui contribuent à faire tourner la mécanique. La Chambre de commerce salue ainsi les mesures qui stimulent le pouvoir d'achat. Et de souligner de manière plus générale que «ce sont les investissements publics qui permettront de relancer l'activité luxembourgeoise et notamment les PME». Parmi les démarches à privilégier il faudrait mettre l'accent sur «les projets à fort potentiel de développement économique et intenses en emplois». De plus, dans l'idée de limiter le poids de certaines charges, une bonne maîtrise des

dépenses courantes s'avérerait plus que jamais nécessaire.

Et à long terme

Dans l'immédiat, la Chambre de commerce appuie donc les démarches du gouvernement. Mais elle a fait part hier d'inquiétudes en ce qui concerne le long terme. Selon l'ampleur de la crise, les caisses de l'Etat risqueraient de souffrir sérieusement. Et il semble dès à présent évident, selon la Chambre de commerce, que le gouvernement constitué suite aux élections de 2009 devra mettre en place d'importantes réformes structurelles. Il s'agirait de renforcer la compétitivité des entreprises, et d'accroître encore les efforts de diversification de l'économie.

En outre, la Chambre de commerce plaide pour que le gouvernement amorce des changements pour contrôler plus efficacement les dépenses publiques courantes. Car suite à la crise les recettes fiscales ne devraient plus couler à flots. Et en matière d'investissements publics les synergies devraient être renforcées avec les communes. Un autre chantier devrait également être abordé est celui de la sécurité sociale afin de garantir à long terme le financement des prestations et pensions.

Mais au bout du compte tout repose sur les ménages. Car même les meilleurs moyens de relance seront inefficaces si les citoyens préfèrent glisser leur argent dans un bas de laine plutôt que d'investir et de consommer.

■ Bérengère Beffort